



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

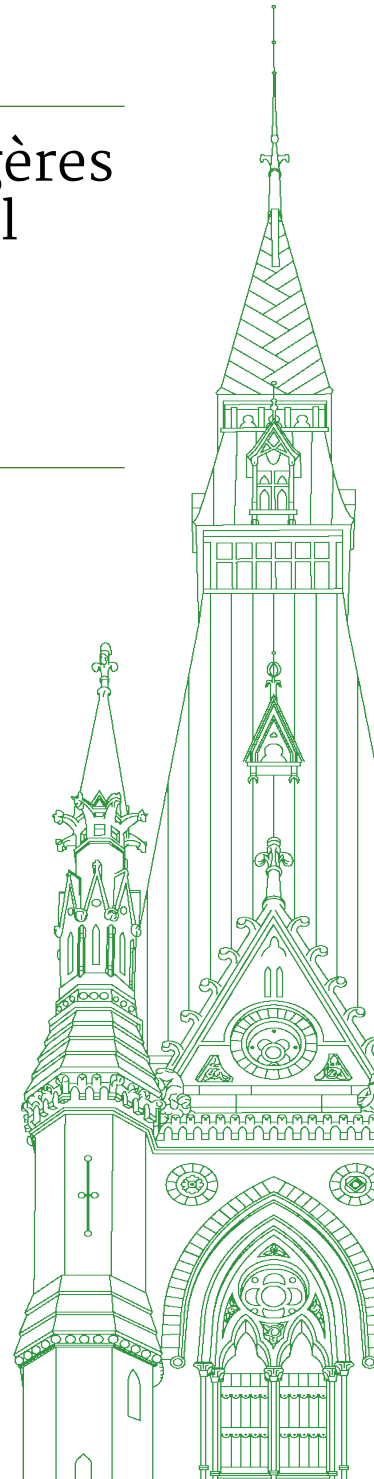
Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 026

Le jeudi 12 mars 2026

Président : Ahmed Hussen



Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le jeudi 12 mars 2026

• (1535)

[Traduction]

Le président (L'hon. Ahmed Hussen (York-Sud—Weston—Etobicoke, Lib.)): Chers collègues, la séance est ouverte.

Bienvenue à la 26^e réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes. Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le 12 février 2026, le Comité se réunit pour discuter de la situation au Venezuela.

La réunion d'aujourd'hui se déroule en format hybride. J'ai parlé de l'aspect lié à la logistique; je ne reviendrai donc pas là-dessus.

Je demanderais aux témoins et aux députés d'attendre que je vous nomme avant de prendre la parole.

Pour les personnes qui participent par vidéoconférence, cliquez sur l'icône du microphone pour activer votre micro, et veuillez le désactiver quand vous ne parlez pas. Pour ceux qui sont sur Zoom, au bas de votre écran, vous pouvez sélectionner le canal approprié pour l'interprétation: parquet, français ou anglais. Pour ceux qui sont dans la salle, vous pouvez utiliser l'oreillette et sélectionner le canal souhaité.

Je tiens à vous rappeler que toutes les observations doivent être adressées à la présidence.

Je voudrais maintenant souhaiter la bienvenue à nos témoins. Nous accueillons M. Daniel Di Martino, chercheur, au Manhattan Institute, à titre personnel, qui se joint à nous aujourd'hui par vidéoconférence; et M. Robert Johnston, directeur des politiques de l'énergie et des ressources naturelles de l'École de politique publique, de l'Université de Calgary, par vidéoconférence; nous entendrons également Mme Kristin Halvorsen, représentante intérimaire au Venezuela du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, par vidéoconférence; et Mme Elizabeth Dickinson, directrice adjointe, Amérique latine de l'International Crisis Group, par vidéoconférence.

Je tiens à remercier les témoins de leur disponibilité et de leur flexibilité.

Plus tôt aujourd'hui, on a pris la décision de réunir tous les témoins en un seul groupe pour les deux heures complètes de la réunion, mais nous comprenons que certains d'entre vous pourraient devoir partir avant la fin de la réunion en raison d'engagements antérieurs; par exemple, M. Johnston doit partir vers 16 h 30, et Mme Dickinson vers 16 h 45. Je crois également comprendre que mes collègues sont tous d'accord afin de tenir la réunion pendant probablement une heure et demie environ, au lieu des deux heures prévues.

Vous aurez cinq minutes pour présenter votre déclaration préliminaire, et ce sera suivi des séries de questions des députés.

J'invite maintenant Mme Halvorsen à présenter sa déclaration préliminaire d'au plus cinq minutes.

Kristin Halvorsen (représentante intérimaire au Venezuela, Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés): Merci.

J'aimerais commencer par dire que le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, le HCR, a travaillé au Venezuela pendant plus de 35 ans, et a gagné la confiance des communautés et les a accompagnées pendant les grands bouleversements de l'histoire récente du pays. Le Venezuela a longtemps été un pays d'accueil pour les réfugiés et les migrants. Actuellement, un grand nombre de personnes y retournent avec l'intention de s'y réinstaller. Cette tendance nécessite un soutien sur mesure.

Tout au long de ces changements, le HCR a continué de travailler directement avec les personnes qui se déplacent et les communautés exposées à des risques en matière de protection. Le bureau soutient l'accès aux services essentiels et renforce les capacités d'adaptation de la communauté, en soutien aux efforts des autorités locales. Au moyen d'approches axées sur la collectivité, le HCR travaille en collaboration avec les communautés et les intervenants pour cerner les obstacles, promouvoir l'inclusion et faciliter l'orientation vers les services offerts par l'État.

Dans cette discussion avec le Comité, le HCR voudrait présenter les besoins et les risques. La dynamique actuelle est marquée par des contrastes. Les communautés continuent de faire face à des difficultés socioéconomiques persistantes. Cela a une incidence sur leur accès aux soins de santé, à l'éducation, aux documents et aux programmes sociaux, alors même que certaines régions connaissent une reprise économique. Parmi les autres difficultés figurent les situations décrites comme des pressions ou des pratiques restrictives de la part de divers groupes. Les jeunes, les petits commerçants et les personnes sans pièce d'identité sont particulièrement touchés. Les structures communautaires ont également mis en évidence un besoin important en matière de soutien psychosocial, et 93 % considèrent cela comme un besoin prioritaire au sein de leur communauté.

Malgré ces pressions, la situation demeure relativement calme. Aucun nouveau mouvement de sortie majeur n'a été observé. Les contrôles montrent plutôt une tendance stable de retours, de réinstallations internes et de mobilité transfrontalière à court terme. En 2025-2026, 59 % des personnes faisant l'objet d'un contrôle retournaient au Venezuela, et 41 % quittaient le pays.

Les personnes de retour au pays avec lesquelles le HCR discute au Venezuela expriment un mélange d'espoir et de prudence concernant leur processus de réintégration. Les facteurs ayant motivé leur retour comprennent la réunification des familles, les débouchés réduits et les obstacles à l'intégration dans leur pays d'accueil. Elles s'attendent également à ce que les conditions au Venezuela s'améliorent. Même si la plupart des personnes qui retournent au Venezuela souhaitent y rester, elles font face à quelques difficultés, surtout dans les régions qui ont été très touchées par les problèmes de mobilité.

Les retours sont un domaine dans lequel le HCR cherche à collaborer avec les États et à soutenir les initiatives du gouvernement, conformément à son mandat. L'organisation se prépare à soutenir les retours volontaires depuis les pays d'accueil, ainsi que l'accueil et la réintégration au Venezuela. En même temps, il convient de noter que de nombreux Vénézuéliens à l'étranger resteront probablement dans leur pays d'asile ou leur pays d'accueil. Par conséquent, il sera nécessaire de soutenir la régularisation, les voies vers la résidence, la naturalisation et l'accès aux systèmes de protection nationale. Les efforts régionaux en matière d'aide à la protection et d'intégration sont soutenus par la Plateforme régionale de coordination interagence pour les réfugiés et les migrants du Venezuela. Cette initiative est dirigée conjointement par l'Organisation internationale pour les migrations et le HCR.

Dans l'ensemble, l'environnement de protection du Venezuela continue d'être influencé par diverses dynamiques qui se chevauchent. L'intervention du HCR accorde la priorité aux services de protection, à l'aide juridique et à des mécanismes d'orientation renforcés. Cela est fait au moyen d'espaces multiservices dans des lieux clés. Le HCR est prêt à étendre ses activités dans le cadre d'une intervention menée par l'État.

• (1540)

Enfin, dans ce contexte, le HCR est très reconnaissant du soutien de longue date du gouvernement du Canada et des parlementaires, tous partis confondus, qui se sont toujours engagés à répondre aux besoins humanitaires des Vénézuéliens. Le leadership canadien continu en matière d'aide humanitaire demeure vital. Le HCR reconnaît le rôle essentiel que joue le Canada en tant que donateur pour soutenir l'aide à la protection et les efforts d'intégration des Vénézuéliens dans toute la région, et éventuellement l'accueil et la réintégration des personnes qui veulent retourner au pays. Par conséquent, le HCR encourage le Canada à maintenir et, dans la mesure du possible, à renforcer son soutien.

Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup.

J'invite maintenant Mme Dickinson à présenter sa déclaration préliminaire d'au plus cinq minutes.

Elizabeth Dickinson (directrice adjointe, Amérique latine, International Crisis Group): Merci beaucoup de m'avoir invitée, et bonjour de Bogotá. Je suis la directrice adjointe, Amérique latine, ici, à l'International Crisis Group, une organisation de terrain spécialisée dans les enquêtes sur les conflits et la violence armée. J'aimerais concentrer mes observations plus particulièrement sur les risques qui pèsent à cet égard sur le Venezuela dans les mois à venir.

Je voudrais commencer par un message que j'espère pouvoir vous transmettre aujourd'hui: essentiellement, ce qui s'est passé depuis le 3 janvier marque un tournant dans le régime actuel au Vene-

zuela, qui s'oriente vers un alignement sur les États-Unis, sans pour autant changer les fondements du système qui le sous-tend. Il est intéressant de noter qu'il n'y a eu aucune fracture apparente dans l'appareil de sécurité, par exemple. Jusqu'à présent, cela a permis d'éviter certains des risques que beaucoup d'entre nous redoutaient, à savoir qu'un changement de régime n'entraîne une instabilité et un conflit dévastateurs. Cependant, un conflit fondamental demeure au cœur de la situation au Venezuela entre le gouvernement et d'autres secteurs de la société civile. Il faudra trouver une solution à ce problème politique pour pouvoir s'engager sur la voie de la transition, en passant, au bout du compte, par une réforme du secteur de la sécurité, qui s'impose de toute urgence.

J'aimerais maintenant me concentrer, en particulier, sur l'une des menaces spécifiques à la sécurité que nous considérons comme un défi possible à l'avenir. Cela concerne la présence de groupes criminels armés dans tout le Venezuela, en particulier dans les secteurs de l'extraction, par exemple, le contrôle et l'utilisation du secteur minier à des fins d'enrichissement illicite. Dans cette partie, je parlerai spécifiquement du groupe d'insurgés colombien Armée de libération nationale, ou l'ELN, qui, depuis un certain temps déjà, voire depuis une dizaine d'années, a établi une forte présence des deux côtés de la frontière colombienne et vénézuélienne.

Nous savons aujourd'hui que près de la moitié de l'effectif des combattants de l'ELN pourrait se trouver au Venezuela. Avant l'opération du 3 janvier, l'ELN bénéficiait d'une certaine couverture politique de la part de Caracas. C'était essentiellement une relation de « vivre et laisser vivre » dans laquelle la présence de l'un renforçait celle de l'autre. Cela signifiait que l'ELN bénéficiait d'un refuge au Venezuela et de la capacité de mener des opérations offensives contre l'État colombien.

Elle avait également accès aux revenus illicites clés, par exemple, au moyen du trafic non seulement de drogues, mais également de produits licites ainsi que de l'exploitation minière. Ces relations avec le gouvernement vénézuélien ont joué un rôle essentiel pour faciliter ces activités à haut niveau et, surtout, à un niveau inférieur, où les forces de sécurité de l'État vénézuélien étaient complices et s'enrichissaient grâce aux paiements provenant d'une économie illicite, puisque les produits passaient par le territoire vénézuélien.

Permettez-moi de parler en particulier de cette dynamique. L'ELN s'est imposée comme l'autorité de contrôle de facto, surtout dans les collectivités rurales, du Sud du Venezuela et de l'État d'Amazonas et de l'arc minier où se trouvent non seulement les gisements d'or, mais également les minéraux des terres rares.

Dans ce contexte, l'ELN commet un certain nombre de violations des droits de la personne, comme le travail forcé, y compris celui des enfants, et l'exercice d'un contrôle assez brutal sur les collectivités dans les régions minières. Cela contribue également à d'importants dégâts causés à l'environnement, par exemple, par l'utilisation du mercure pour extraire l'or. Un facteur déterminant qui permet à l'ELN d'exercer ses activités dans les régions minières et d'en tirer profit est la complicité des forces de sécurité vénézuéliennes, dont les membres reçoivent un pourcentage des revenus provenant de ces industries.

Je pense que la question qui se pose à nous tous est de savoir comment, et si, cela va changer dans le nouveau contexte politique. Nous avons pu observer plusieurs choses jusqu'à présent.

D'abord, éventuellement, il pourrait y avoir un repositionnement à haut niveau. Les relations qui existaient entre Caracas et les groupes criminels, dont l'ELN, pourraient commencer à se détériorer principalement en raison des risques que les groupes armés perçoivent dans la relation entre Washington et Caracas.

À un niveau plus bas, la dynamique se poursuivra probablement pour un certain temps d'une manière qui donne l'impression que « tout se passe comme d'habitude ». Ici, j'aimerais souligner un point essentiel: il est fondamental pour la cohésion des forces de sécurité que ces revenus illicites continuent d'affluer. L'une des raisons, selon moi, pour lesquelles nous n'avons pas observé de fractures dans les forces de sécurité, c'est que les revenus illicites continuent de graisser les rouages de cette chaîne de commandement, en encourageant les membres des forces de sécurité à continuer d'occuper leur poste et de tirer profit des revenus illicites qui continuent d'affluer.

L'ELN et d'autres groupes criminels armés essaieront, selon moi, de défendre leurs intérêts de manière stratégique au Venezuela. Dans le cas de l'ELN, nous pouvons nous attendre à ce que cela concerne trois zones géographiques.

Premièrement, la frontière entre la Colombie et le Venezuela, qui représente pour l'ELN un corridor de trafic et un refuge.

• (1545)

Deuxièmement, les régions minières qui se trouvent dans l'arc minier, qui pourraient poser problème, en particulier si des acteurs occidentaux souhaitent s'implanter dans le secteur minier là-bas.

Troisièmement, éventuellement, les régions du Sud de l'Amazonie vénézuélienne, où des groupes armés et criminels cherchent de plus en plus refuge.

Le dernier point que j'aimerais aborder, c'est que, selon moi, l'opération menée en janvier risque de radicaliser ces organisations, de renforcer leur capacité de recrutement en s'appuyant sur des discours anti-impérialistes et de limiter les possibilités pour des négociations de paix à court terme.

Le président: Merci beaucoup de vos observations.

J'invite maintenant M. Robert Johnston à présenter sa déclaration préliminaire.

Robert Johnston (directeur des politiques de l'énergie et des ressources naturelles, École de politique publique, Université de Calgary, à titre personnel): Merci beaucoup de m'avoir invité à participer à la réunion aujourd'hui.

J'ai le plaisir de représenter l'École de politique publique de l'Université de Calgary et l'École de commerce Haskayne. J'ai 25 ans d'expérience en tant qu'analyste de la géopolitique mondiale en matière d'énergie à Eurasia Group et au Centre sur la politique énergétique mondiale de l'Université Columbia. L'énergie du Venezuela a toujours été un domaine d'intérêt tout au long de cette période.

Mon point de vue et mon expertise se concentrent sur le marché énergétique, en particulier le marché pétrolier et le marché des produits pétroliers raffinés, qui sont des facteurs très importants dans les perspectives relatives au Venezuela. Je voudrais soulever trois points dans ma déclaration préliminaire aujourd'hui.

Premièrement, la reprise du secteur pétrolier du Venezuela est très étroitement liée aux conditions du marché mondial du pétrole. Cela concerne le niveau global des dépenses dans l'ensemble des

investissements dans le secteur pétrolier et gazier, ainsi que la position du Venezuela en ce qui concerne la compétitivité par rapport à d'autres occasions en amont dans le monde entier, y compris le Canada, les États-Unis et d'autres pays. C'est important, parce que le gouvernement vénézuélien et sa société pétrolière nationale ne disposent pas des ressources financières et techniques dont disposent des pays comme l'Arabie saoudite ou la Norvège pour exploiter directement leurs propres ressources, sans compter sur les investissements internationaux.

Malgré la situation actuelle, marquée par des prix élevés du pétrole et l'incertitude qui règne dans le détroit d'Ormuz, dans l'ensemble, les investissements en amont dans le secteur pétrolier et gazier sont beaucoup plus faibles maintenant qu'ils ne l'étaient il y a 25 ans pendant la période de plein essor de la production pétrolière vénézuélienne, au moment où le gouvernement d'Hugo Chávez est arrivé au pouvoir. L'appétit du secteur pour les investissements de type novateur à haut risque est nettement moindre, et on observe une préférence pour le schiste américain et d'autres projets, tels que les sables bitumineux et l'exploitation en eaux profondes, qui présentent un risque un peu moins élevé. Cela réduit les chances que le Venezuela parvienne à faire passer sa production de son niveau actuel d'environ 1 million de barils par jour à celui de 3,5 millions de barils par jour qu'il avait atteint à la fin des années 1990.

Deuxièmement, un point important, c'est que le secteur privé et les marchés financiers ne sont pas le seul facteur en cause dans ce dossier. Il y a également la question de l'engagement du gouvernement américain à rebâtir le secteur pétrolier du Venezuela, ce qui est étroitement lié non seulement à une stratégie pour le Venezuela, mais également à sa stratégie de sécurité nationale plus large à l'égard de l'hémisphère occidental. En fait, il est peu probable que la reprise du secteur pétrolier du Venezuela soit laissée aux seules forces du marché. L'administration Trump offrira probablement des garanties de risque, un capital à faible coût et même une certaine forme de sécurité physique aux sociétés pétrolières qui s'implantent de nouveau au Venezuela. Reste à voir si cela suffira à attirer de nouveaux investissements étrangers.

L'administration Trump considère probablement le Venezuela comme une ressource pétrolière à long terme pour les marchés américains. Il considérera également le secteur pétrolier comme la clé pour consolider un nouveau gouvernement favorable aux États-Unis, succédant à Maduro. Les États-Unis veulent assurément éviter un scénario où la Russie et la Chine retrouvent une influence ou, comme d'autres experts l'ont dit ici, le pays sombre dans une forme de trouble en raison d'un manque de services de base. Le secteur pétrolier est un facteur qui peut contribuer à atténuer tous ces risques du point de vue des États-Unis.

Malgré les conflits géopolitiques dans d'autres régions du monde, l'administration Trump essaiera de fournir les conditions nécessaires à une reprise du secteur pétrolier au Venezuela — le capital, la sécurité, la main-d'œuvre, les matériaux — et, fait plus important encore, essaiera de créer un gouvernement stable et reconnu qui peut à la fois mettre en œuvre et faire respecter l'État de droit dans le secteur pétrolier. C'est un défi de taille, mais le Canada devrait suivre cela de près.

Enfin, en ce qui concerne le Canada en particulier, une augmentation éventuelle de la production vénézuélienne est significative. Une augmentation de la production de pétrole de 500 000 à 1 million de barils par jour provenant du Venezuela aurait une incidence sur les prix que nous obtenons pour notre pétrole sur la côte américaine du Golfe du Mexique. Cela aurait également une incidence sur l'analyse de rentabilisation pour un projet comme Keystone XL, qui permettrait de renforcer les liens entre l'Alberta et la côte américaine du Golfe du Mexique. Cela n'écarterait pas totalement ce projet, mais cela en modifiera la rentabilité.

En même temps, une baisse des exportations de pétrole vénézuélien vers l'Asie entraînerait également une hausse de la demande dans ce marché pour le pétrole lourd canadien, et cela serait encore aggravé par des perturbations dans l'approvisionnement en pétrole lourd provenant de certains pays comme l'Arabie saoudite et l'Irak actuellement. Par conséquent, les efforts déployés par les gouvernements provinciaux et fédéral pour développer de nouvelles capacités de transport par pipeline et d'exportation sur la côte Ouest semblent justifiés.

Merci de m'avoir donné l'occasion de vous faire part de mes observations, et je répondrai volontiers à vos questions.

• (1550)

Le président: Merci de vos observations.

Nous passons maintenant à la déclaration liminaire de M. Di Martino.

Daniel Di Martino (chercheur, Manhattan Institute, à titre personnel): Merci, monsieur le président et mesdames et messieurs, de m'avoir invité à comparaître devant le Comité.

Je m'appelle Daniel Di Martino. Je suis né au Venezuela en 1999, l'année même de l'arrivée au pouvoir de Hugo Chávez. En 2016, j'ai quitté le Venezuela pour les États-Unis, où je travaille maintenant comme chercheur au Manhattan Institute. Je suis également docteur en économie à l'Université Columbia.

La crise au Venezuela a été causée par un projet idéologique: la destruction des libertés économiques, des propriétés privées et des institutions démocratiques amenée par le socialisme. Ce projet a commencé lors de l'arrivée au pouvoir de Hugo Chávez, en 1999. Il a promis la dignité pour les personnes pauvres et la souveraineté pour notre nation en redistribuant la richesse provenant des riches et de l'industrie pétrolière. Pour ce faire, il a concentré le pouvoir dans l'organe exécutif et le gouvernement fédéral. Il a imposé le contrôle des prix et nationalisé les entreprises privées, grandes et petites, qui vont des exploitations agricoles aux banques en passant par les industries de fabrication. Il a pris le contrôle de la banque centrale afin d'accroître la masse monétaire et de financer ses programmes sociaux jugés excessifs. Sous Chávez et son successeur désigné, Maduro, l'État s'est étendu en embauchant des centaines de milliers de fonctionnaires supplémentaires, les retirant ainsi de l'économie privée et rendant davantage de personnes dépendantes de l'État, ce qui constituait l'objectif.

Lorsque leur popularité a chuté, les élections ont été truquées. Le socialisme démocratique a été porté au pouvoir par le vote, mais n'a pas pu en être écarté par le vote. Ces politiques socialistes ont entraîné une hyperinflation, des pénuries, des crimes, des pannes de courant et des pénuries d'eau, toutes des choses que j'ai moi-même vécues. Maintenant, près de neuf millions de Vénézuéliens ont quitté le pays. Il s'agit de la crise des réfugiés la plus importante sur la planète, encore plus que celle de la Syrie ou de l'Ukraine. Et il s'agit

de la plus grande crise de réfugiés en temps de paix de l'histoire de l'humanité. Le socialisme a forcé un plus grand nombre de personnes à fuir que la plupart des guerres de l'histoire humaine.

Cependant, le Venezuela était voué non pas à l'échec, mais à la réussite. Pendant la plus grande partie du XX^e siècle, c'était un pays d'immigrants et de possibilités, qui jouissait d'une liberté et abritait les plus grandes réserves de pétrole du monde. Mes propres grands-parents s'y sont rendus depuis l'Europe en 1956, parce que le Venezuela offrait la liberté et des possibilités de mobilité sociale. Cette histoire est l'une des raisons pour lesquelles la tragédie vénézuélienne est aussi importante pour nous. Ce n'était pas un État en faillite, désespéré et peu instruit; c'était une société fonctionnelle démantelée par le socialisme.

Lorsque le régime a détruit l'industrie pétrolière, il s'est tourné vers la source de revenus sûre de tout criminel: le trafic de drogues. Le Venezuela est maintenant non pas seulement un régime socialiste, mais un régime de narcotrafic qui finance sa structure clientelle pour se maintenir au pouvoir grâce au trafic de drogues et à d'autres activités illégales. Après l'élection présidentielle truquée de 2024, mon amie María Oropeza, qui devait comparaître devant le Comité, a été emprisonnée injustement pendant 18 mois dans un centre de torture, et n'a été libérée que cette année grâce à l'arrestation de Nicolás Maduro par les États-Unis.

C'est seulement l'une des nombreuses raisons pour lesquelles j'ai fortement soutenu l'opération militaire et d'application de la loi du 3 janvier menée par le président Donald Trump, qui a conduit à l'arrestation de Nicolás Maduro. Ce n'était pas simplement une opération légale; c'en était une qui était juste. Maduro n'était pas un chef d'État présidant un ordre légitime, et le gouvernement canadien ne le reconnaissait pas non plus comme tel. Il était le chef d'un régime de narcotrafiquants qui a détruit la démocratie du Venezuela et l'a transformée en source de drogues pour l'Europe, le Canada et les États-Unis et en allié des ennemis de la liberté, dont la Chine, la Russie et l'Iran. La plupart des Vénézuéliens, selon tous les sondages crédibles, ont soutenu l'intervention américaine, sont optimistes quant à l'avenir et souhaitent que le reste du régime soit écarté du pouvoir.

Plusieurs choses positives se sont produites depuis la destitution de Maduro. Premièrement, le caractère de permanence du régime a été brisé. Pendant des années, on avait dit aux Vénézuéliens qu'on n'en verrait jamais la fin. Par la force, c'est arrivé. Cet obstacle psychologique a été écarté. Deuxièmement, on a commencé à libérer des prisonniers politiques. Bien que le processus soit incomplet, il suit son cours. Troisièmement, on assiste à une augmentation de la liberté des médias, grâce aux chaînes privées, comme Venevision, qui diffuse des critiques du régime et des éloges envers les États-Unis. Enfin, l'économie s'améliore, grâce au regain d'intérêt des investisseurs étrangers suscité par la déréglementation et la privatisation que l'administration Trump impose aux vestiges du régime.

Je veux terminer en disant qu'il y a toujours des risques. Le premier — et le plus important — est que le régime survive sans Maduro. L'objectif des tenants du régime est d'étirer la transition suffisamment pour qu'elle survive à l'administration Trump aux États-Unis, car ils savent que seul ce président américain est prêt à user de force contre eux. C'est pourquoi je vous encourage, en tant que gouvernement du Canada, à exiger une libéralisation politique complète et la préparation à des élections générales libres, ainsi que la libération de tous les prisonniers politiques. Vous devriez même essayer d'agir en tant qu'observateurs de ces élections.

• (1555)

Pour terminer, je tiens à vous remercier et à formuler une mise en garde: le Venezuela est un avertissement pour tous les pays libres que le socialisme peut être porté au pouvoir par le vote, mais pas en être écarté de la même façon. Je prie pour que, lorsque le Venezuela redeviendra un pays libre et qu'il sera de nouveau un phare de liberté, des pays comme le Canada et le Venezuela pourront prospérer grâce au commerce et aux échanges.

Merci beaucoup. Je répondrai volontiers à vos questions.

Le président: Merci d'avoir présenté votre déclaration liminaire.

Nous allons maintenant passer aux questions, en commençant par M. Michael Chong.

Vous avez six minutes.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills-Nord, PCC): Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier nos témoins de leur comparution.

Ma première question concerne la... transition démocratique, je dirais. À notre connaissance, l'administration américaine envisage d'adopter un plan en trois volets, le troisième étant une transition vers la démocratie. À votre avis, quel rôle M. González et Mme Machado devraient-ils jouer dans cette transition démocratique?

Pourquoi ne pas commencer par Mme Halvorsen?

Kristin Halvorsen: Je suis ici en tant que représentante du HCR, qui est une organisation humanitaire, et nos intérêts sont humanitaires et apolitiques...

L'hon. Michael Chong: C'est bien. Je comprends.

Kristin Halvorsen: ... je préférerais ne pas commenter la question et j'inviterais le reste des témoins à le faire.

L'hon. Michael Chong: Merci.

Les autres intervenants voudraient-ils se prononcer, s'ils le peuvent?

Daniel Di Martino: Je serais heureux de le faire.

Écoutez, María Corina Machado est indiscutablement une femme formidable, une cheffe admirée et quelqu'un que je soutiens. Si des élections devaient avoir lieu aujourd'hui, en tant que Vénézuélien, je voterais pour elle.

Je pense que c'est son rôle. Ce rôle devrait être de nous préparer à des élections libres. Ce sera un long processus, car il s'avère que la plus grande partie de la population n'est même pas inscrite pour voter. Les listes électorales sont toutes entachées. Toute cette préparation doit avoir lieu. Je pense qu'elle devrait se présenter à la présidence, et je crois qu'elle remporterait une victoire écrasante. C'est le rôle qu'elle doit jouer.

L'hon. Michael Chong: Je vous remercie de cette réponse.

L'un ou l'autre d'entre vous a-t-il un avis à ce sujet?

Allez-y, madame Dickinson.

Elizabeth Dickinson: L'un des aspects fondamentaux qui seraient nécessaires pour garantir les conditions d'une transition est le dialogue politique entre le gouvernement et tous les secteurs de l'opposition et de la société civile. Nous sommes très préoccupés par le fait qu'une transition rapide vers la démocratie ou un change-

ment éclair d'un régime au pouvoir à un autre pourrait déstabiliser le système et fragiliser la stabilité du pays d'une manière qui compromettrait la démocratie à l'avenir.

Selon nous, il faut d'abord ouvrir le dialogue pour établir les conditions de ce à quoi ressemblerait une transition. Par exemple, en ce qui concerne les membres des forces de sécurité responsables de violations des droits de la personne, comment éliminerions-nous ces personnes et leur donnerions-nous la possibilité de faire l'objet d'une enquête juste et de présenter des témoins et un témoignage au sujet de leurs propres crimes d'une manière qui permettrait aux institutions de se maintenir pendant la transition?

• (1600)

L'hon. Michael Chong: Merci. Je vous remercie de votre commentaire.

Monsieur Johnston, avez-vous un avis à ce sujet?

Robert Johnston: Je me range à l'avis de Mme Dickinson. Je pense qu'elle a très bien résumé la situation. Une transition rapide a déraillé dans d'autres pays; il vaut donc la peine d'y prêter attention ici.

L'hon. Michael Chong: J'ai une question qui s'adresse précisément à vous, monsieur Johnston.

Lors de notre dernière réunion, nous discutons du fait de savoir si l'expertise canadienne pourrait ou non être mise à profit pour aider le Venezuela à rebâtir son industrie pétrolière, et il faut tenir compte de toute la question des sanctions actuellement en place, qui rend impossible pour certaines personnes de travailler avec d'autres au Venezuela.

Je veux vous poser une question plus générale à propos d'une autre situation qui est ressortie sur le plan géopolitique. Vous avez mentionné que l'une des conséquences de l'action américaine au Venezuela est qu'elle fera probablement diminuer le prix qu'obtiennent les exportateurs de pétrole canadiens sur la côte Sud du Golfe des États-Unis, mais que cela se traduira par une augmentation de la demande sur la côte Ouest causée par la demande chinoise. Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur la manière dont cette dynamique pourrait se manifester?

Robert Johnston: Bien sûr. Comme vous pouvez l'imaginer, de nombreuses variables entrent en ligne de compte dans cette évaluation. Si on commence par la côte du Golfe, nous nous attendrions actuellement à ce qu'environ 500 000 ou 600 000 barils par jour d'approvisionnement — qui étaient auparavant destinés à la Chine — commencent à apparaître plus régulièrement aux États-Unis. Ce serait plus que la quantité de pétrole canadien actuellement expédié à la côte du Golfe, plutôt que dans le Midwest. Nous ne perdrons pas nécessairement notre part de marché, mais les prix pourraient s'affaiblir un peu pour le Canada dans ce scénario.

Dans un scénario où la production du Venezuela augmenterait fortement, il existe un risque que nous perdions des parts de marché sur la côte du Golfe, et que nos barils doivent être écoulés sur d'autres marchés, comme l'Asie. Pour ce qui est du marché asiatique, les événements survenus au Venezuela et ceux en Iran renforcent certainement l'intérêt pour la diversification du pétrole et les opérations de couverture des marchés, particulièrement en Chine, en Inde et en Corée, car ce sont les trois pays qui possèdent des raffineries de conversion du pétrole lourd — semblable à ce qui existe sur la côte du Golfe américaine — qui peuvent transformer le pétrole lourd canadien ou vénézuélien. Ces trois pays connaissent une croissance passablement élevée de la demande, en particulier la Chine et l'Inde.

L'hon. Michael Chong: J'ai une question rapide pour vous, car il me reste un peu de temps.

Si la demande chinoise de pétrole canadien augmentait considérablement au cours des prochaines années, cela nous procurerait-il un levier net dans notre relation avec la République populaire de Chine, ou est-ce que cela nous exposerait plutôt à des vulnérabilités nettes?

Robert Johnston: Je pense que les deux pays, la Chine et le Canada, auraient un incitatif solide pour maintenir la diversification. Nous ne voudrions pas remplacer notre dépendance actuelle aux États-Unis par une nouvelle dépendance à la Chine. De même, la Chine ne voudrait pas devenir excessivement dépendante du Canada dans le cas où sa relation avec les États-Unis serait perturbée. Cependant, cela nous laisse amplement de marge de manœuvre pour lui envoyer, disons, un demi-million de barils par jour dans le contexte d'un marché qui consomme 16 millions de barils et où nous en produisons 5 millions.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Mona Fortier.

Vous avez six minutes.

L'hon. Mona Fortier (Ottawa—Vanier—Gloucester, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci à vous tous d'être venus au Comité aujourd'hui.

Mes questions s'adresseront principalement à Kristin Halvorsen, en sa qualité de représentante du HCR.

Pour commencer, je tiens à dire que je suis très impressionnée par le travail que vous avez accompli ainsi que par la richesse des expériences et de l'expertise que vous possédez et pouvez apporter au Comité.

Mes questions suivront une orientation différente. N'hésitez pas à y répondre si vous le pouvez.

Avez-vous remarqué une différence dans les tendances migratoires depuis l'intervention américaine?

Kristin Halvorsen: Non. Ce que nous avons constaté systématiquement au cours des trois dernières années, c'est que de plus en plus de gens reviennent. Il y a trois ans, si nous interviewions dix personnes, sept auraient quitté le pays, et trois ne seraient jamais revenues. Maintenant, le rapport est presque inversé, et cette tendance se maintient depuis le 3 janvier.

• (1605)

L'hon. Mona Fortier: Plus précisément, quelles raisons expliquent leur retour? Pouvez-vous expliquer au Comité quelles sont

les raisons économiques? Les personnes qui reviennent le font-elles parce qu'elles veulent faire partie des prochaines étapes du Venezuela? Merci de faire part de ce que vous avez entendu à ce sujet.

Kristin Halvorsen: Principalement, les gens évoquent la réunification familiale. S'ajoute à cela le fait qu'ils vivent à l'étranger depuis longtemps. Ils ont peut-être essayé de s'intégrer dans leur pays d'accueil, sans succès. Ils sont maintenant optimistes quant au rétablissement économique au Venezuela et pensent qu'ils s'en tireront mieux là-bas. Comme toujours, il y a un certain nombre de raisons complexes qui amènent les gens à déménager.

Nous trouvons également intéressant de constater que les gens qui reviennent affirment de plus en plus vouloir rester. Ils souhaitent maintenant rester au Venezuela. C'est aussi une tendance à la hausse que nous mesurons depuis les dernières années. Maintenant, jusqu'à 85 % disent vouloir rester au Venezuela si les conditions essentielles sont réunies. C'est très intéressant pour nous, et cela veut dire que nous devons vraiment adapter les réponses aux personnes qui, pour différentes raisons, veulent rester dans leur pays d'accueil, et à celles qui veulent maintenant revenir.

L'hon. Mona Fortier: La réponse que vous venez de donner m'amène à ma prochaine question. Compte tenu de la situation actuelle, qu'est-ce que le Canada peut faire pour soutenir les efforts du HCR et l'aide humanitaire canadienne offerte au peuple vénézuélien?

Kristin Halvorsen: Les pays d'accueil auront encore besoin de toute une gamme d'interventions. Les gens auront besoin de soutien pour pouvoir se naturaliser, si c'est une possibilité, et pour au moins avoir des documents d'identité en ordre. Il y aura encore sans doute du travail à faire en ce qui concerne l'intégration au travail. C'est pratiquement la même chose pour le Venezuela, honnêtement. Nous voyons cela quand les gens reviennent, ils pourraient revenir avec des enfants nés à l'étranger, donc ils devront sans doute procéder à l'enregistrement tardif d'une naissance ou obtenir d'autres documents d'identité. Tout cela peut être fait si on nous aide à faire ces interventions, et ce serait très apprécié.

Aussi, comme je l'ai mentionné dans mes déclarations liminaires, il y a un besoin constant de soutien psychologique, ce que les collectivités ont elles-mêmes souligné. C'est aussi une chose qui serait très utile pour que ceux qui reviennent puissent réintégrer la société de la meilleure façon possible.

L'hon. Mona Fortier: Comment travaillez-vous avec les gouvernements et les organismes des pays voisins? Que faites-vous avec eux? Comment est-ce coordonné?

Kristin Halvorsen: Bien entendu, le HCR a des bureaux ici, au Venezuela, mais il y en a aussi en Colombie et au Brésil, les pays limitrophes. Nous avons aussi une réponse dans toute la région. Cela veut dire que ce sont essentiellement les représentants des pays qui communiqueront avec le gouvernement. Nous nous coordonnons effectivement avec nos collègues. Nous discutons avec eux pour cerner les tendances et les mouvements.

Cela dit, bien entendu, dans le cas où des gens voudraient revenir au Venezuela, nous conclurons des ententes tripartites selon lesquelles le pays d'accueil, le pays d'origine et le HCR travailleront ensemble pour garantir que ces retours se déroulent de façon volontaire, sécuritaire et en connaissance de cause. On pourrait faire cela ainsi.

Enfin, pour ce qui est de la coordination d'ensemble dans la région, tous ces gouvernements travaillent ensemble sur la plateforme R4V.

• (1610)

Le président: Merci beaucoup.

C'est maintenant au tour de M. Brunelle-Duceppe.

Vous avez six minutes.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être des nôtres pour cette importante étude.

Madame Dickinson, j'aimerais connaître l'analyse que votre organisation a faite de l'opération militaire qui a eu comme résultat de chasser du pouvoir M. Nicolás Maduro.

[Traduction]

Elizabeth Dickinson: Notre organisation s'occupe essentiellement des conflits internationaux et de la dynamique des groupes armés. Nous n'avons pas mené d'analyse précise sur l'opération elle-même.

Je ne sais pas si vous pensez précisément aux répercussions sur le terrain ou à la situation dans l'optique du droit international.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Pardonnez-moi si ce n'était pas assez clair, mais ma question portait sur les conséquences intérieures. Je cherche à connaître les conséquences sur le terrain, dans les politiques internes, bien entendu, mais aussi sur la situation de sécurité qui prévaut présentement au Venezuela.

[Traduction]

Elizabeth Dickinson: Pour ce qui est des conséquences intérieures, cela a été une opération intéressante. Essentiellement, ce qui s'est passé, c'est que l'on a retiré la personne à la tête du régime — que l'on peut comparer à un écosystème comprenant divers centres de pouvoir —, mais l'écosystème des pouvoirs répartis entre différentes personnes au sein du gouvernement est toujours intact et demeure essentiellement le même.

Nous avons observé une chose intéressante, à savoir la cohésion, surtout dans le secteur de la sécurité, qui permet de garder le cap, même si de très importantes réformes économiques ont été mises en œuvre. Nous saluons évidemment la remise en liberté de prisonniers politiques et la formation d'un comité de réconciliation.

Je pense que des mesures positives ont été prises. Bien entendu, nous voulons en voir plus, et nous aimerions tous que cela se fasse plus rapidement, mais je pense qu'il est essentiel de porter attention à la situation de la sécurité.

À l'extérieur de Caracas, la situation de la sécurité demeure extrêmement volatile. Comme je l'ai dit, des groupes armés et criminels — par exemple, l'ELN — s'accrochent fermement à leurs intérêts économiques partout au pays, surtout dans le secteur minier, mais aussi celui du trafic. Régler ces préoccupations en matière de sécurité prendra sans doute beaucoup de temps, parce que, selon les arrangements en matière de sécurité qui existent depuis des années maintenant, Caracas laissait des acteurs ne relevant pas de l'État remplacer les gouvernements contrôlant certaines régions du pays,

surtout les régions rurales. Ces groupes exercent un contrôle, imposent leurs règles aux collectivités et gèrent l'économie. Ce sont essentiellement eux qui gouvernent. Je pense que régler cette situation prendra du temps.

Pendant ce temps, nous devons aussi garder un œil sur la possibilité que les organisations criminelles profitent de la situation et des changements à Caracas pour étendre leur contrôle, par exemple, ou se lancer dans de nouvelles économies illicites.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Vous avez parlé d'une possible augmentation de la radicalisation de ces groupes, par exemple l'Ejército de Liberación Nacional.

Je suis quand même curieux relativement aux territoires qui sont présentement contrôlés par ce dernier et où il extrait actuellement des minéraux, comme de l'or, des terres rares ou des minéraux rares. Sur quel marché ces produits se retrouvent-ils? Est-ce qu'ils se retrouvent sur des marchés occidentaux, par exemple, ou est-ce davantage circonscrit aux voisins immédiats du Venezuela?

[Traduction]

Elizabeth Dickinson: Absolument. Laissez-moi parler d'abord du trafic de ces minéraux illicites. En réalité, ces groupes armés travaillent en collaboration de plusieurs façons et sont de connivence avec les forces de sécurité vénézuéliennes. Tout d'abord, la plupart de ces minéraux sont vendus à la société minière de l'État. Puis, ils sont exportés vers des pays où le Venezuela exporte le plus grand volume d'or. Par le passé, cela comprenait la Chine, mais ce sont aussi des pays du Moyen-Orient et d'ailleurs.

L'autre façon d'extraire ces minéraux et de les intégrer à la chaîne d'approvisionnement légale, c'est de passer par la frontière avec la Colombie. C'est l'une des nombreuses raisons pour lesquelles il est essentiel pour des groupes comme l'ELN de contrôler cette zone frontalière. Par exemple, le coltan et d'autres minéraux critiques traversent la frontière qui sépare l'État de l'Amazonas et le Vichada, en Colombie, où ils sont enregistrés comme s'ils avaient été extraits en Colombie, puis ils sont exportés par un processus légal souvent vers la Chine, mais aussi proposés à d'autres acheteurs.

• (1615)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: D'accord.

Juste pour clarifier le tout, il n'y a donc pas nécessairement de compagnies privées canadiennes ou américaines qui se retrouvent dans cette chaîne d'approvisionnement.

[Traduction]

Elizabeth Dickinson: À l'heure actuelle, non, nous n'en connaissons pas. Toutefois, comme les États-Unis ont exprimé leur intérêt, nous avons maintenant des entreprises qui se manifestent et lèvent la main, en disant qu'elles souhaiteraient revenir dans la partie. Ce sont surtout des entreprises dont les actifs ont été expropriés quand le secteur des minéraux, comme le secteur pétrolier, a été nationalisé il y a des années de cela.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci beaucoup, madame Dickinson.

Madame Halvorsen, vous avez dit que, sur les 7,9 millions de réfugiés, beaucoup de gens reviennent. Comme le disait un autre témoin, c'est presque une crise de réfugiés sans précédent, une des plus graves sur la planète depuis longtemps.

Vous nous dites que ces gens reviennent au pays, au Venezuela. Y a-t-il un pays en particulier d'où la majorité de ces réfugiés reviennent ou reviennent-ils vraiment de plusieurs territoires?

[Traduction]

Kristin Halvorsen: En résumé, des gens reviennent de plusieurs pays. Bien entendu, ils reviennent généralement de la Colombie, puisqu'il y a une frontière commune, mais on a enregistré des gens revenant du Chili, du Pérou et de l'Équateur. Aussi, comme les politiques aux États-Unis ont changé, les gens qui étaient allés vers le nord en passant par la jungle du Darién pour atteindre le Mexique ont décidé de revenir après ces modifications.

Des gens reviennent de toute la région.

Le président: Merci beaucoup.

C'est maintenant au tour de M. Ziad Aboultaif de poser des questions.

Vous avez cinq minutes.

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci aux témoins.

Monsieur Johnston, vous avez mentionné que, en ce qui concerne le pétrole vénézuélien, la politique des États-Unis est fondée sur la réserve à long terme plutôt que sur l'approvisionnement actuel. Est-ce bien cela?

Robert Johnston: Ils ont fait des déclarations publiques qui donnaient à penser que cela pourrait avoir une valeur tant à court terme qu'à long terme, mais je pense que, actuellement, alors que la production pétrolière aux États-Unis bat les records et que le pays investit encore beaucoup dans l'huile de schiste, surtout au Texas, le besoin immédiat pour ce pétrole est moins important. Bien entendu, les choses continuent de changer, et nous avons la crise en Iran, mais l'augmentation de la production de pétrole au Venezuela ne sera pas suffisante pour remplacer les 15 ou 20 millions de barils par jour dont l'Iran bloque la livraison.

Au bout du compte, c'est davantage une option à moyen et à long terme pour les États-Unis et, bien entendu, c'est pour priver les Russes et les Chinois de cette ressource.

Ziad Aboultaif: Merci de la précision.

Quelle est la capacité de production de pétrole au Venezuela en ce moment?

Robert Johnston: Elle fluctue autour d'environ un million de barils par jour. Le pétrole provient essentiellement d'exploitations de soi-disant pétrole extra-lourd, et il faut importer du condensat et du pétrole brut léger d'autre pays pour les mélanger et vendre le produit sur le marché. Tant que le pays n'aura pas réparé ses grandes installations pour produire davantage de pétrole brut synthétique, cela limitera grandement sa capacité d'augmenter sa production à plus d'un million de barils par jour. Beaucoup plus d'investissements et de temps seront nécessaires pour faire croître le secteur et le faire passer au niveau supérieur.

Ziad Aboultaif: Ce serait bien de savoir de quel équipement se sert l'industrie pétrolière au Venezuela. S'agit-il d'équipement américain? S'agit-il d'équipement européen? Le savons-nous?

Robert Johnston: Dans les années 1990, les cinq principales exploitations de pétrole lourd de l'Orénoque au Venezuela étaient toutes gérées par des entreprises américaines et européennes. On se servait de la technologie américaine, canadienne et européenne.

Le processus de valorisation servant à transformer le pétrole extra-lourd, presque solide, en pétrole brut léger a été entièrement conçu par les grandes entreprises, surtout américaines. Certaines de ces entreprises, comme Repsol de l'Espagne, semblent être prêtes à revenir. D'autres, comme Exxon, ont dit qu'elles ne reviendraient pas. C'est encore trop risqué.

Ziad Aboultaif: Comme nous sommes originaires de Calgary et d'Edmonton, nous savons à quel point l'industrie pétrolière et gazière est importante pour l'économie du Canada et pour l'approvisionnement mondial.

Vous avez mentionné dans vos déclarations liminaires que nous devrions accélérer la construction d'oléoducs vers la côte Ouest. Pourriez-vous nous en dire plus s'il vous plaît?

• (1620)

Robert Johnston: La décision concernant l'oléoduc de la côte Ouest est liée à un ensemble de facteurs complexes. Je suis d'accord pour dire que l'on devrait y associer une certaine forme de tarification du carbone et que les Autochtones devraient être d'accord.

L'étude de marché relative à l'oléoduc est assez solide à l'heure actuelle, tant du côté de l'approvisionnement, compte tenu des interruptions touchant d'autres fournisseurs traditionnels de pétrole lourd, comme le Venezuela et le Mexique, que du côté de la demande, plus précisément avec la construction de ces raffineries complexes, en Chine et en Inde, lesquelles peuvent traiter notre pétrole lourd.

Selon moi, ces deux facteurs ensemble, parallèlement à l'incertitude de nos relations avec les États-Unis, signifient que l'on aurait intérêt à augmenter l'accès sur la côte Ouest.

Ziad Aboultaif: En Alberta et au Canada, nous produisons le pétrole le plus éthique au monde. Pourriez-vous comparer le pétrole produit au Venezuela et celui produit par l'Alberta? Je pense que ce serait utile également.

Robert Johnston: En termes techniques, ce sont tous deux des producteurs de ce que nous appelons du pétrole extra-lourd, ce qui veut dire que la densité est très faible. Il y a aussi beaucoup de soufre dans le pétrole, donc il requiert un traitement supplémentaire. Les raffineries aiment ce genre de barils parce qu'ils ont tendance à être moins chers que les pétroles bruts peu sulfurés, qui sont les principaux repères du marché pétrolier. La plupart des raffineries ont été construites au départ aux États-Unis, puis on en a construit en Asie pour traiter ce genre de barils.

Techniquement, ils sont très similaires, sous terre. Bien entendu, à ciel ouvert, le Canada est un environnement beaucoup plus stable. Nos entreprises font de l'excellent travail pour exploiter la ressource ici. Nous diminuons lentement nos émissions de gaz à effet de serre. Nous tissons lentement des partenariats avec les Autochtones alors qu'il y a, évidemment, nous en avons parlé, toujours beaucoup d'incertitude quant au climat politique au Venezuela et à la capacité de l'industrie de revenir là où elle était il y a 20 ans.

Ziad Aboultaif: J'ai une dernière question.

Nous avons entendu dire que le prix du pétrole livré à la Chine pouvait n'être que de 20 \$ le baril. Avons-nous des informations à cet égard?

Robert Johnston: Oui, cela a vraiment montré deux choses.

Tout d'abord, la Chine a accordé d'énormes prêts aux Vénézuéliens, il y a environ 15 ans, et les prêts étaient remboursés sous forme de pétrole à très bas prix. Cela a été davantage exacerbé par les sanctions américaines qui limitaient le pouvoir compétitif de la Chine. Cela a empêché la plupart des raffineries américaines et la plupart des raffineries européennes d'acheter ce pétrole. Cela a donné à la Chine une forte influence sur le Venezuela, ce qui a entraîné des prix très avantageux.

Le président: Merci beaucoup.

C'est maintenant au tour de M. Rob Oliphant.

Vous avez cinq minutes.

L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Merci à tous les témoins de nous faire profiter de votre sagesse et de vos réflexions, aujourd'hui.

J'aimerais parler un peu de politique durant cette période de transition.

Je pense que tous nos partenaires aux vues similaires s'entendent pour dire que les élections présidentielles de 2024 étaient illégitimes. Nous nous sommes entendus là-dessus en ne reconnaissant pas la présidence de Maduro. Les élections parlementaires de 2025 ont été un peu plus complexes, puisque l'opposition a à peine participé et que la coalition au pouvoir a obtenu quelque 84 % des sièges au Parlement.

Maintenant, nous avons une vice-présidente de longue date qui est présidente par intérim. Son frère est le président de l'Assemblée nationale. Cette semaine, nous avons vu l'Assemblée nationale adopter une loi qui ouvrait le secteur minier aux intérêts privés. C'était du jamais vu sous l'ancien régime.

J'essaie de comprendre comment on peut changer au point de tenir compte de l'intérêt des Vénézuéliens. J'essaie de comprendre comment cette période de transition ne deviendra pas simplement une occasion pour des gens de l'extérieur d'accéder aux minéraux critiques, à l'or et à d'autres actifs qui devraient appartenir aux Vénézuéliens. J'essaie juste de comprendre la nature de ce gouvernement de transition et de voir si certains pourraient profiter de la situation et, si au bout du compte, les Vénézuéliens pourraient en fait n'en tirer aucun profit.

J'aimerais connaître l'opinion de Mme Dickinson et de M. Di Martino à cet égard.

Elizabeth Dickinson: Monsieur Di Martino, voulez-vous commencer?

Daniel Di Martino: Avec plaisir.

Le plus grand risque, c'est que le pays pourrait légaliser l'investissement d'entreprises étrangères, mais ces investissements ne viendront sans doute pas. L'extraction minière et pétrolière exige un investissement à long terme. Actuellement, toutes ces entreprises n'ont qu'une garantie, soit que leurs actifs ne seront pas expropriés. Les groupes criminels les cibleront tant et aussi longtemps que l'administration Trump sera au pouvoir parce que personne ne croit réellement que les administrations futures recourront à la force

contre le régime vénézuélien, comme cela a été le cas le 3 janvier. C'est la seule chose qui encourage cette transition.

Il est important de le comprendre. Nous ne sommes pas rendus où nous en sommes parce que le régime recherche des investissements privés. Nous en sommes rendus là parce que le régime craint le gouvernement américain. Celui-ci demande au Venezuela de s'ouvrir à l'investissement privé, donc il le fait. Les investisseurs privés doivent faire un choix: « Vais-je récupérer mes investissements ou pas? » Si vous croyez qu'il y aura une transition démocratique, dans ce cas, oui, vous récupérerez vos investissements. Toutefois, si vous croyez que cette transition s'étirera après l'administration Trump, dans trois ans, il est fort probable que vous ne récupérerez pas votre investissement.

L'investissement serait une très bonne chose pour les Vénézuéliens, et ce n'est même pas une question de recettes fiscales, mais une question d'emploi local. En fait, dernièrement, le *Wall Street Journal* ou Reuters ont fait savoir qu'il n'y avait pas suffisamment d'ingénieurs pétroliers au Venezuela parce que tous les ingénieurs pétroliers avaient quitté le pays. Quel ingénieur pétrolier américain ou canadien [*difficultés techniques*].

• (1625)

Elizabeth Dickinson: Je vais continuer pendant que nous attendons qu'il se joigne de nouveau à nous.

Nous devons reconnaître que la transition a mené à une ouverture économique et, très clairement, n'a pas mené à une ouverture politique. Je crois que c'est le modèle que l'administration Trump a présenté comme étant l'idéal à court terme, qui permet une relance précise et directe des entreprises privées et du commerce, sans changement politique.

C'était intéressant de voir comment le régime chaviste a réagi à cette opération et aux pressions exercées par les États-Unis. Les Vénézuéliens l'ont expliqué à l'interne de quelques façons. La première étant qu'ils négocient essentiellement avec un ravisseur qui les tient en joue. On se fie au principe qu'ils subissent une telle pression qu'ils apportent ces changements contre leur gré, cherchant plutôt à survivre. L'autre explication à l'interne, au sein du régime, a essentiellement été que les temps ont changé et qu'ils doivent tirer profit de la situation. Ils pourraient améliorer leur situation économique en changeant de camp et en collaborant avec les États-Unis.

Il y a divers niveaux de transition. Le premier étant évidemment l'économie. Ce n'est pas rien, surtout si les prix se stabilisent et que les familles peuvent accéder à des produits de première nécessité auxquels elles n'ont pas eu accès pendant de nombreuses années. Il s'agit ici de réduire le prix du riz et des biens pour que les familles n'aient plus besoin de recourir à des mécanismes de survie, comme sauter des repas.

Puis il y a un autre niveau de transition, soit la liberté civique — par exemple, autoriser les manifestations, les discours politiques et le travail des journalistes. Les manifestations organisées par les familles devant les établissements carcéraux pour réclamer la libération des prisonniers politiques représentent un pas lent et progressif vers la liberté civique.

Le dernier élément serait la liberté politique. À mon avis, nous en sommes encore très loin, non seulement parce que Caracas n'est pas intéressé à faire une transition politique, mais aussi parce que les États-Unis ne l'ont pas demandé de manière explicite. Je crois que la pression exercée par les États-Unis déterminera la vitesse à laquelle cette transition s'opérera.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant...

Daniel Di Martino: Toutes mes excuses. J'ai eu des petits problèmes techniques, mais je suis de retour.

Le président: Ne vous en faites pas. Nous reviendrons à vous.

Allez-y, monsieur Brunelle-Duceppe.

Vous avez deux minutes et demie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: [Le député s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:]

Je suis enchanté de vous rencontrer, monsieur Di Martino. Je vous souhaite la bienvenue au Comité. Je vais parler en français.

[Français]

On a parlé de Mme Machado. Au bénéfice du Comité, j'aimerais savoir si vous croyez que Leopoldo López va aussi participer à la vie politique qu'on souhaite ou à la transformation vers un État démocratique.

[Traduction]

Daniel Di Martino: C'est son choix. Dans un pays libre, à mon avis, il devrait pouvoir y participer. Évidemment, j'ai une préférence personnelle pour Mme Machado. Je crois qu'il la préfère lui aussi, et, d'ailleurs, il s'en remet à elle, mais, bien sûr, il devrait être libre de le faire.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: C'est parfait. Merci beaucoup.

Madame Halvorsen, dans votre allocution d'ouverture, vous avez parlé de la contribution de certains pays à votre organisation.

Nous vivons dans un drôle de monde, je dirais. Il s'agit d'un nouvel ordre mondial, diront certaines personnes.

Plusieurs pays — les États-Unis, de prime abord — réduisent substantiellement leur enveloppe budgétaire consacrée à l'aide au développement international et au soutien d'organisations comme la vôtre. Nous l'avons vu avec l'USAID, soit l'Agence des États-Unis pour le développement international, mais nous voyons aussi plusieurs pays européens prendre la même direction. Le Canada a également suivi cette tendance lors du dernier budget, avec des réductions pouvant atteindre 2,5 milliards de dollars. Le Japon, quant à lui, a presque anéanti cette enveloppe budgétaire.

Est-ce que vous êtes inquiète de la tournure des événements relativement à la contribution de pays plus riches? La Norvège, qui maintient une aide équivalant à 1 % de son PIB, est vraiment l'exception qui confirme la règle. Est-ce que vous êtes inquiète de la direction que ces pays prennent présentement et quelles conséquences cela pourrait-il avoir sur la crise qui prévaut présentement au Venezuela?

• (1630)

[Traduction]

Kristin Halvorsen: Merci beaucoup. C'est une question à laquelle on peut difficilement répondre rapidement.

Bien entendu, nous avons été contraints de réduire considérablement notre présence sur le terrain, notre travail et les types de services que nous sommes en mesure d'offrir aux personnes déplacées. C'est vrai pour les Amériques et pour toutes nos activités à l'échelle du globe.

En bref, le travail humanitaire que nous accomplissons n'est possible que s'il est perçu comme un engagement par tous ceux qui peuvent y contribuer, donc, bien sûr, nous sommes inquiets. Nous sommes préoccupés parce qu'il ne semble pas y avoir le même niveau d'engagement envers les causes humanitaires.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer à Mme Kramp-Neuman.

Vous avez cinq minutes.

Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington—Tyendinaga, PCC): Merci, monsieur le président.

Je vais commencer par M. Di Martino.

Merci de vous joindre à nous aujourd'hui. Le récit de votre enfance au Venezuela alors que les gouvernements Chávez et Maduro étaient au pouvoir est intéressant, et votre point de vue est le bienvenu dans cette discussion.

Pourriez-vous nous en dire plus sur ce que vous avez vécu avant de quitter le pays en 2016?

Daniel Di Martino: J'ai eu une enfance très normale, au début des années 2000, c'est-à-dire que j'allais à l'école, nous avions une voiture, nous étions propriétaires de notre logement, nous avions de l'électricité et de l'eau et nous achetions ce dont nous avions besoin pour nous nourrir. Nous sommes allés en vacances à l'île de Margarita et nous logions dans un bel hôtel. J'ai rencontré beaucoup d'étrangers en visite à Margarita. Peut-être que Mme Halvorsen y est allée elle aussi.

Puis, tout a changé. Nous avons commencé à manquer d'électricité. Nous avons commencé à manquer d'eau pendant des jours. Nous devons nous doucher avec des seaux d'eau. Puis, bien sûr, nous devons monter à pied cinq étages pour rapporter des provisions, et nous devons planifier les courses. Nous devons faire lire nos empreintes digitales par une machine pour que le gouvernement nous dise ce que nous avons le droit d'acheter et quel jour de la semaine nous avons le droit de l'acheter, et nous n'en avons pas assez. Les prix étaient contrôlés, il y avait de l'hyperinflation et il n'y avait pas d'argent liquide.

Le Venezuela est peut-être le seul pays de l'histoire du monde à avoir connu l'hyperinflation et une pénurie d'argent liquide en même temps. Comment en est-il arrivé là? C'est parce qu'il a imprimé de l'argent par un moyen électronique, ce qui a mené à une pénurie d'argent liquide, et l'économie s'est donc dollarisée. C'est mon expérience en ce qui concerne l'économie.

Shelby Kramp-Neuman: Pourriez-vous nous dire ce que pense la population du Venezuela du retrait de Maduro? À votre avis, croyez-vous que l'on puisse compter sur le soutien de la population du Venezuela pour rétablir le processus démocratique du pays?

Daniel Di Martino: Eh bien, vous auriez dû voir mon téléphone le lendemain matin de l'enlèvement de Maduro. J'ai des amis à proximité des bases militaires qui ont été frappées. L'explosion a fracassé les fenêtres du domicile de l'un de mes amis. Je peux vous dire qu'ils étaient très heureux. Tout le monde était aux anges.

Maintenant, tout le monde attend. Les gens veulent un Venezuela libre. Ils veulent la démocratie. C'est un pays uni. Il n'y a pas de conflit ethnique, religieux ou linguistique comme il y en a dans de nombreuses régions du monde ou au Moyen-Orient. Le Venezuela veut simplement tourner la page. Les Vénézuéliens sont très reconnaissants de l'intervention des États-Unis, et ils sont très reconnaissants du soutien de tous les pays et des gens du monde entier.

• (1635)

Shelby Kramp-Neuman: Merci, monsieur Di Martino.

Ma prochaine question s'adresse à M. Johnston.

Vous avez écrit récemment un article sur...

Le président: Malheureusement, M. Johnston a dû quitter plus tôt, mais si vous avez des questions à lui poser, le greffier les lui fera parvenir pour que vous puissiez obtenir une réponse.

Shelby Kramp-Neuman: D'accord. Je vais lui transmettre ma question.

Je vais passer à Mme Halvorsen.

Pourriez-vous nous dire combien de personnes quittent actuellement le Venezuela et quelle incidence cela a sur les autres pays d'Amérique centrale et du Sud?

Kristin Halvorsen: Malheureusement, nous n'avons pas les chiffres absolus. Toutefois, je peux vous dire que, selon la tendance, les gens qui rentrent au pays sont plus nombreux que ceux qui le quittent. Cela veut dire que certains se rendent encore à l'étranger. On nous dit qu'ils essaient principalement d'aller en Colombie et au Brésil. Nous savons aussi que certains essaient d'aller en Espagne, surtout depuis que les États-Unis ont supprimé le statut de protection temporaire.

Je crains que nous ne puissions pas vous donner des chiffres précis.

Shelby Kramp-Neuman: Je tiens à dire, pour ceux qui nous regardent, que le HCR est le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Comment décririez-vous la relation entre le HCR et le régime Maduro?

Kristin Halvorsen: Ici, au Venezuela, comme dans n'importe quel autre pays, nous travaillons avec l'État et le gouvernement au pouvoir. En ce sens, surtout à l'échelle locale, les centres de service dont je parlais, qui donnent accès à de la documentation et à un soutien psychosocial, collaborent toujours avec les autorités locales, et nous partons de là.

Encore une fois, nous voulons vraiment contribuer aux mesures prises par l'État pour accueillir les personnes qui rentrent au pays. C'est ce qui nous permettra d'être le plus efficace.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer à M. Guilbeault.

Vous avez cinq minutes.

L'hon. Steven Guilbeault (Laurier—Sainte-Marie, Lib.): Merci à tous les témoins qui sont ici aujourd'hui.

Je voulais demander à M. Johnston quels seraient les investissements nécessaires pour ramener la production au Venezuela à son niveau antérieur, surtout à la lumière des commentaires d'entreprises comme Exxon, qui disent qu'il est « impossible » d'investir dans le secteur pétrolier du Venezuela.

Madame Dickinson, j'ai deux ou trois questions à vous poser. Vous avez parlé du plan en trois points des États-Unis, le troisième point étant une transition vers la démocratie. Pourriez-vous nous en dire plus sur ce qu'il faudrait faire pour y parvenir? Que peut faire le Canada pour favoriser cette transition?

Elizabeth Dickinson: C'est une excellente question, que nous nous posons nous aussi. Quelles conditions devons-nous réunir?

La première est un dialogue fondamental entre le gouvernement, le régime et les autres segments de la population. Cela inclut les secteurs politiques, l'opposition et la société civile. C'est fondamental, puisque, comme nous l'avons appris dans d'autres contextes, l'un des éléments clés d'une transition réussie est la création de conditions qui poussent vers la porte les personnes s'accrochant encore à leurs postes, en particulier si elles ont, par exemple, porté atteinte aux droits de la personne. Nous devons les inciter à quitter leurs postes, mais nous devons aussi rendre justice de manière équitable à toutes leurs victimes et faire éclater la vérité. Nous devons impérativement avoir ce genre de discussions afin de créer les conditions nécessaires à une transition réussie du contrôle de l'État, qui passera des mains d'un régime à celles d'un dirigeant élu démocratiquement.

Avant d'en arriver là, le gouvernement pourrait continuer à mettre en œuvre des mesures fondamentales, qu'il a déjà commencé à mettre en œuvre, et qu'il pourrait étendre de manière considérable.

La première chose serait l'espace civique. Il y a eu beaucoup de va-et-vient dans les premières semaines de la transition. Des prisonniers politiques ont été libérés, puis arrêtés de nouveau. Des prisonniers politiques sont libérés, mais d'autres personnes sont arrêtées. Il y a encore des points de contrôle où l'on vérifie de manière ponctuelle les téléphones cellulaires des gens afin de s'assurer qu'ils ne contiennent pas d'informations erronées, de communications inappropriées ou d'articles de presse qui pourraient laisser penser qu'ils sont contre l'un ou l'autre camp. Ouvrir l'espace civique est une première étape essentielle. La communauté internationale a certainement un rôle à jouer.

De plus, il y a l'aspect humanitaire auquel nous pensons rarement, mais qui est un facteur fondamental. Une transition repose sur la stabilisation du quotidien des gens qui sont restés au Venezuela et de ceux qui pourraient y retourner.

Vous devez vous occuper des points un, deux et trois avant de penser à un changement plus radical.

• (1640)

L'hon. Steven Guilbeault: Merci.

À votre avis, comment un pays comme le Canada devrait-il réagir aux récents événements au Venezuela, surtout pour ce qui est de rétablir les relations diplomatiques avec le régime en place?

Elizabeth Dickinson: C'est une excellente question, et je crois que plusieurs pays européens y réfléchissent eux aussi, en particulier ceux qui ont soit maintenu leurs ambassades avec un effectif réduit, soit fermé complètement leurs ambassades.

Nous sommes d'avis qu'il est trop tôt pour reconnaître de façon symbolique le gouvernement actuel en ouvrant complètement nos portes et en rétablissant pleinement nos relations diplomatiques. Caracas a encore beaucoup à faire pour prouver sa bonne volonté, non seulement par des discours d'ouverture et la création de comités et de lois, mais aussi par une mise en œuvre concrète.

Les mesures prises sont prometteuses. Par exemple, il faudra attendre de voir comment la loi d'amnistie sera appliquée concrètement pour déterminer s'il s'agit d'un engagement purement théorique ou d'un engagement qui aura des conséquences concrètes pour les personnes qui ont été persécutées à tort pour des infractions de nature politique.

Encore une fois, à notre avis, nous devons attendre de voir ce qui va se passer, et c'est peut-être pour le Canada le bon moment d'entamer une discussion avec le gouvernement de Caracas et de lui dire ce qu'il souhaiterait voir avant de rétablir la relation et de favoriser l'ouverture de l'espace civique.

L'hon. Steven Guilbeault: Merci beaucoup.

Je n'ai pas d'autres questions.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons passer à Mme Cobena.

Vous avez cinq minutes.

Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, PCC): Merci, monsieur le président.

Ma question s'adresse à M. Di Martino.

Avant de commencer, je tiens à dire que Mme María Oropeza devait se joindre à nous aujourd'hui. J'ai été très déçue d'apprendre qu'elle serait absente aujourd'hui. Si j'ai bien compris, elle s'est procuré le casque d'écoute qu'elle devait avoir, mais c'était la mauvaise version. La seule différence entre les deux versions tient au confort de la personne qui la porte.

Elle est une prisonnière politique qui a été libérée récemment. Elle ne peut toujours pas quitter le pays. Elle a dû se rendre dans une autre ville, comme vous pouvez l'imaginer, au Venezuela, pour se procurer le casque d'écoute, et c'est très dispendieux. Nous menons une étude sur le Venezuela, mais nous n'avons pas de Vénézuéliens sur le terrain. Elle est la seule Vénézuélienne qui a documenté les actes du régime. En fait, elle a diffusé en direct le moment même où elle a été enlevée par le régime. J'aurais aimé que nous puissions faire mieux que cela.

Pour commencer...

Le président: Nous l'avons fait. Je ne veux pas empiéter sur votre temps, mais je me ferais un plaisir de répondre ou de demander au greffier d'expliquer en détail les efforts que nous avons déployés pour qu'elle reçoive...

Sandra Cobena: Nous pouvons en parler, mais le fait qu'elle est réduite au silence en raison d'une mauvaise version, comme vous pouvez le comprendre, à ce stade-ci...

Le président: Absolument.

Il n'était pas seulement question du niveau de confort du casque d'écoute pour l'utilisateur. Cela concernait la capacité du casque d'écoute à fonctionner avec les deux...

Sandra Cobena: Bref, je ne tiens pas à entamer une discussion à ce sujet maintenant. Si j'ai bien compris, le test de son s'est bien déroulé. Nous pourrions discuter des détails pour éviter cela à l'avenir.

Monsieur Di Martino, quand certains Canadiens ont appris un bon matin la nouvelle de l'enlèvement de Nicolás Maduro, ils ont eu des sentiments partagés quant à la manière dont cela s'est déroulé. Il a été placé en détention aux États-Unis et fait l'objet de graves accusations criminelles, y compris le trafic de stupéfiants et l'implication directe dans des organisations terroristes.

Pourriez-vous nous donner votre opinion à ce sujet? Peut-être pourriez-vous également aborder les chefs d'accusation précis pour lesquels Nicolás Maduro est actuellement détenu aux États-Unis.

Daniel Di Martino: En réalité, tout ce qui est arrivé à Maduro est bien en deçà de ce qu'il mérite vraiment. C'est incroyable qu'il ait été capturé. L'opération a été menée avec brio.

C'était simplement une intervention des forces de l'ordre. Il a été inculpé en toute légalité, contrairement à Maria Oropeza, comme vous l'avez mentionné, qui a été enlevée à son domicile en pleine nuit. Maduro a goûté un peu à sa propre médecine, sauf que tout s'est déroulé dans le respect de la loi et de manière très positive sur le terrain. La plupart de ceux qui sont morts en le défendant étaient des agents cubains.

Je ne pense pas que nous parlons suffisamment du rôle du régime cubain dans le maintien de la répression au Venezuela; en plus, ce régime réprime son propre peuple.

• (1645)

Sandra Cobena: On entend même des députés dire que seul le peuple vénézuélien peut changer de gouvernement et qu'il doit le faire en collaboration avec les Vénézuéliens présents sur le terrain. Les expatriés eux-mêmes n'ont aucun rôle à jouer dans cette transition. Bien entendu, il y a quelques difficultés, compte tenu du régime de Maduro.

Pourriez-vous nous dire ce que vous en pensez?

Daniel Di Martino: Premièrement, nous parlons d'un régime armé et d'une population civile non armée. En réalité, le Venezuela n'aurait jamais changé sans aide extérieure.

En passant, la majorité des pays ont tendance à ne pas changer sans aide extérieure. L'Union soviétique ne s'est pas effondrée toute seule. Elle s'est effondrée grâce aux pressions internationales. Elle a également eu la chance d'avoir Gorbatchev, qui voulait des réformes, mais il a fallu de 70 à 80 ans pour que cela se produise. C'est la durée de vie de nombreuses personnes. Cela représente des centaines de milliers de morts et des millions de réfugiés. Cela a des répercussions sur le monde entier.

Vous avez parlé des chefs d'accusation. Maduro était lui-même un trafiquant de drogue. Les neveux biologiques de son épouse, Cilia, ont été condamnés aux États-Unis pour trafic de stupéfiants; ils avaient introduit de la cocaïne aux États-Unis. Cette cocaïne finit également au Canada. Elle tue des citoyens canadiens. C'est un enjeu de sécurité nationale, mais il n'est même pas poursuivi pour les crimes qu'il a commis contre les Vénézuéliens au Venezuela, qui sont pourtant les crimes les plus graves.

Sandra Cobena: Selon les experts, le Venezuela aurait servi de porte d'entrée à l'influence iranienne dans l'hémisphère occidental et aurait pu abriter des réseaux liés au Corps des gardiens de la révolution islamique et au Hezbollah. Quels types d'activités ces groupes auraient-ils menées au Venezuela?

Daniel Di Martino: Une chose: les groupes terroristes modernes s'autofinancent grâce au trafic de stupéfiants. Les talibans se sont financés par le trafic d'opium, tout comme le régime syrien de Bashar al-Assad. Les Vénézuéliens ont fait la même chose, tout comme les Forces armées révolutionnaires de Colombie, les FARC, et l'ELN. Gardons cela à l'esprit.

Les gardiens de la révolution sont l'un de ces groupes. Les Iraniens ne se contentent pas seulement d'être présents au Venezuela. Nous voyons des écoles chiïtes ouvrir à Margarita et dans d'autres régions du Venezuela. Je n'ai rien contre les personnes adeptes de l'islam, mais il s'agit ici d'Iraniens qui immigreront au Venezuela. Qui cherche à immigrer? Quel genre d'étranger voudrait s'installer au Venezuela dans la situation actuelle? Seule une personne soutenue par un régime étranger ferait cela.

Le président: Merci beaucoup.

Je crois comprendre que l'on veut bien me laisser poser quelques questions, puisque nous en avons le temps. Je voudrais revenir sur certaines des questions qui ont été posées.

Au Venezuela, l'idée était qu'une transition mènerait à la démocratie. Cette idée tient-elle toujours? J'aimerais entendre Mme Dickinson et M. Di Martino.

Elizabeth Dickinson: La position du gouvernement américain, tel qu'il l'a exprimée publiquement et pendant nos discussions en privé, est essentiellement qu'il n'est pas encore prêt à engager ce dialogue. Je dirais que, malheureusement, il y a encore très loin de la coupe aux lèvres, du moins du point de vue américain.

Comme nous l'avons entendu tout au long de cette réunion, sur le terrain, les Vénézuéliens eux-mêmes attendent avec impatience une ouverture, quelle que soit la forme qu'elle puisse prendre. En effet, des sondages récents montrent que María Corina Machado reste de loin et de manière écrasante la personnalité politique la plus populaire du pays.

Nous assistons ici à une quasi-répétition des tensions que le Venezuela connaît maintenant depuis des années, où s'opposent, d'un côté, un régime — à présent soutenu par les États-Unis et allié à eux — très réticent à desserrer son emprise sur le pouvoir et à engager des discussions sur une transition démocratique, et, de l'autre, les appels de plus en plus pressants en faveur de cette transition venant du peuple lui-même.

Daniel Di Martino: Je dirais que les gouvernements ne sont pas des entités uniques. Le gouvernement américain n'est même pas une entité unique lui-même. Il est composé de personnes aux opinions diverses. Toutes ces personnes ont différents objectifs en tête. Au bout du compte, la question est: qui va l'emporter?

Malheureusement, une grande partie de ce que l'on voit dans les médias est orchestrée. Pourquoi croyez-vous qu'en décembre, un mois avant que les États-Unis n'interviennent, le *New York Times* a mis Delcy Rodríguez en couverture et a tenté de la blanchir? Pensez-vous que ce soit une coïncidence? Je ne crois pas. Pensez-vous que ce soit une coïncidence si tant de journalistes et de personnes tentent de déformer les propos du président ou du secrétaire d'État? Je pense que rien de tout cela n'est une coïncidence.

Je pense que le régime tente de se maintenir au pouvoir depuis très longtemps. Il a de nombreux acteurs rémunérés partout dans le monde, en particulier dans les pays développés. Son objectif est de prolonger le processus de transition.

Sur le plan économique, la seule manière pour les États-Unis, le Canada, l'Europe ou le monde entier de tirer profit de la libéralisation économique est de respecter la primauté du droit.

• (1650)

Le président: C'est exactement ce dont j'allais parler ensuite.

En parlant de la primauté du droit, que pensent les pays voisins de la manière dont s'est déroulée la destitution de Maduro? Je sais, bien sûr, que mes collègues ont de nombreuses réserves quant au régime de Maduro et à ses méthodes de répression du peuple vénézuélien, et je les partage, mais en même temps, les règles existent pour une raison. Il y a le droit international. Une autorisation de l'ONU et d'autres instances est nécessaire.

Que pensent les pays voisins, comme le Brésil, la Colombie, par exemple, du fait qu'une opération a été lancée sans aucune consultation ni autorisation des Nations unies ou des pays voisins?

Elizabeth Dickinson: Je peux répondre à la question.

Bien entendu, nous partageons vos sentiments, et personne n'a regretté le départ de Maduro. Je pense qu'il entretenait des relations très tendues et frustrantes avec bon nombre de ses voisins.

Cela dit, cette opération a sans aucun doute envoyé un message clair et glaçant à toute la région quant à la volonté des États-Unis de recourir à la force, y compris toute la puissance de leur armée, pour atteindre leurs propres objectifs politiques dans la région. Je pense que cela a fait naître une certaine inquiétude dans les États voisins. Cela a certainement fait taire certains États de la région qui critiquaient les États-Unis sur toute une série d'enjeux, et je pense qu'il y a une profonde inquiétude quant à ce que ce type d'influence américaine signifiera pour la région à l'avenir, particulièrement au moment où trois pays clés s'apprentent à tenir des élections l'année prochaine, à savoir la Colombie, le Brésil et le Pérou.

Daniel Di Martino: Je ne dirais pas que cela a eu l'effet d'une douche froide pour tout le monde. Je pense que cela a eu un effet dissuasif sur les ennemis de l'Occident. Je pense que cela a eu un effet dissuasif sur des criminels comme le président colombien Petro, ancien membre du groupe terroriste M-19, et Lula, un dirigeant corrompu et condamné.

Je pense que cela a été très bien accueilli, comme en témoignent les déclarations publiques du président de l'Argentine et du nouveau président du Chili. Il en va de même pour les gouvernements du Pérou, de l'Équateur et de la République dominicaine.

Il s'agit en réalité d'une division entre les pays qui soutiennent la primauté du droit et la liberté et les pays qui ne le font pas ou qui sont dirigés par des dirigeants qui ne le font pas.

Le président: Avant que je donne la parole à M. Brunelle-Duceppe, je tenais simplement à préciser, par souci d'équité, que M. Lula a été acquitté par un tribunal et que M. Bolsonaro a été condamné pour avoir tenté de renverser un gouvernement démocratiquement élu au Brésil. Je le dis par souci d'équité.

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

On pourrait aussi nommer quelques interventions américaines menées dans le passé, que ce soit au Chili de Pinochet, en Argentine ou au Paraguay dans les années 1960 et 1970. Beaucoup d'opérations américaines n'ont pas nécessairement été en concordance avec le droit international. Il y a aussi eu l'opération Condor, qui est très connue et documentée.

Bref, ce qui est important pour moi et ce qui m'intéresse le plus présentement, peu importe que cela ait été fait en contravention du droit international ou pas, c'est de savoir comment les Vénézuéliens sur le terrain ont réagi à l'exfiltration de M. Maduro, qui brimait de façon assez évidente les droits de son propre peuple — je pense que tout le monde autour de la table est d'accord là-dessus.

C'est cette question qui m'intéresse le plus, de même que celle de la transition vers une démocratie durable, parce que c'est le plus important. C'est la durée d'un régime politique dans le temps qui fait foi de tout.

J'aimerais d'abord avoir les commentaires de Mme Dickinson à ce sujet, et ensuite ceux de M. Di Martino.

• (1655)

[Traduction]

Elizabeth Dickinson: Encore une fois, les sondages ont montré que cette opération a obtenu le soutien massif des Vénézuéliens, tant au pays qu'à l'étranger. Cela reflète tout à fait le sentiment des Vénézuéliens à l'égard de son gouvernement, et particulièrement la forte répression qui s'est intensifiée progressivement depuis les élections de 2024, que Maduro a faussement revendiquées comme une victoire. Il ne fait aucun doute que cela s'est traduit immédiatement par un large soutien à cette opposition.

En ce qui concerne la transition, le Venezuela attend une transition depuis très longtemps, et je pense que l'une des raisons pour lesquelles nous en sommes arrivés là est essentiellement que l'opposition avait tout tenté. Elle a tenté de boycotter les élections. Elle a tenté de se présenter aux élections. Elle a tenté d'obtenir le soutien des États-Unis pour organiser des élections libres et justes, qu'elle a remportées, mais qui ensuite n'ont pas été reconnues.

Il règne un certain sentiment d'exaspération au sein de l'opposition politique vénézuélienne face à ces transitions trop lentes, et je pense que cela sera une source de tension à l'avenir et l'une des raisons fondamentales pour lesquelles nous estimons qu'un dialogue politique entre le gouvernement et tous les secteurs est urgent.

Daniel Di Martino: Je pense que vous avez mis le doigt dessus, à savoir qu'il ne s'agit même pas d'une question de droit national. Il s'agit de savoir ce qui est juste et ce qui est bon. Renverser Maduro était juste et bon. Je dirais même que cela a été fait d'une manière très juste et très bonne.

La véritable question qui se pose désormais concernant la transition est la suivante: les États-Unis vont-ils laisser le choix aux reliques du régime? C'est soit « vous risquez votre vie car nous allons intervenir militairement, et cette fois-ci, il n'y aura pas d'arrestation, ce sera similaire à ce que nous faisons en Iran », soit « vous lui cédez le pouvoir démocratiquement, vous gardez tout l'argent que vous avez volé et vous allez vivre dans un autre pays, peut-être au Qatar, ou n'importe quel pays qui vous accueillera, et vous y passez le reste de vos jours ».

La vérité, c'est que, qu'il y ait ou non un dialogue, il y a eu des dialogues pendant 27 ans, et ils ont continué à échouer parce qu'il n'y a pas de moyens de pression. Cette position n'offre aucun moyen de pression. Le seul moyen de pression était l'action militaire. Elle a eu lieu. À présent, ce sont les États-Unis qui détiennent le moyen de pression. Ce qui se passera ensuite, c'est ce que les États-Unis voudront imposer au régime vénézuélien.

Le régime vénézuélien pourrait dire non, mais il y a désormais une menace crédible de recours à la force militaire, et il est clair que le régime n'a pas le moyen d'y résister. Tout l'équipement anti-aérien qu'avait le Venezuela a été détruit le 3 janvier, et il n'a vraiment aucun moyen de résister si les États-Unis veulent exercer une pression pour obtenir quelque chose.

Le président: Merci beaucoup.

Merci à tous les témoins d'avoir comparu devant le Comité aujourd'hui ainsi que pour vos observations et vos témoignages. Nous en sommes reconnaissants.

Chers collègues, mardi dernier, le Comité a accepté d'organiser une réunion informelle avec la délégation américaine le 23 mars, à l'heure du dîner. Le Comité approuve-t-il les frais d'accueil pour cette activité?

Des députés: D'accord.

Le président: En ce qui concerne le deuxième point, veuillez noter que les ébauches de rapport sur les études sur l'Arctique et l'Ukraine sont en cours de traduction. Un très grand nombre de rapports du Comité sont en cours de préparation. Si tout se déroule comme prévu, l'objectif est de diffuser ces ébauches de rapport d'ici la fin de la semaine prochaine pour que le Comité puisse les étudier pendant la réunion du 26 mars.

Notre prochaine réunion se tiendra le 24 mars et portera sur la Syrie.

Plaît-il au Comité de lever la séance?

Des députés: D'accord.

Le président: La séance est levée. Merci.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>